

Secrétariat Uniterre

Av. du Grammont 9

1007 Lausanne

Tél : 021 601 74 67

Fax : 021 617 51 75

info@uniterre.ch

www.uniterre.ch

Membre de www.europeanmilkboard.org

Lausanne, vendredi 13 mars 2009

Dossier de presse

L'Office fédéral de l'agriculture devant ses responsabilités : Les producteurs veulent des réponses concernant l'utilisation des quantités supplémentaires de lait

Ce vendredi 13 mars 2009, les producteurs de lait de toute la Suisse se rassemblent à Berne, devant l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG), pour obtenir de ce dernier des réponses claires sur l'utilisation des quantités de lait supplémentaires accordées en 2008. Ces dernières représentent l'équivalent de 6% du quota de base.

Selon l'Ordonnance sur l'exemption du contingentement laitier (OECL), l'Office fédéral de l'agriculture est responsable d'attribuer ou non des quantités de lait supplémentaire aux organisations de producteurs (OP) et organisations de producteurs-utilisateurs (OPU) qui en font la demande. L'OFAG est également responsable de contrôler que ces quantités supplémentaires attribuées soient commercialisées

- 1. dans le pays**, mais uniquement si il existe une demande croissante pour un produit déterminé et que le lait nécessaire n'est pas disponible sur le marché dans la qualité requise (par exemple lait sans ensilage), ou si il doit provenir d'une région précise (délimitation territoriale pour une AOC).

Ou

- 2. à l'étranger** ; pour autant que le transformateur puisse justifier une augmentation de ses exportations par rapport à l'année précédente (cette exportation pourrait être considérée comme quantité supplémentaire).

Ces deux possibilités d'écoulement ont été créées pour satisfaire la demande et le développement des entreprises sans pour autant engorger le marché national. Or actuellement le marché suisse est tendu. Uniterre soupçonne donc qu'une part non négligeable de ces quantités supplémentaires se retrouve sur le marché national, avec comme conséquence une chute importante du prix payé aux producteurs (déjà 200 millions. de Frs de pertes sur l'année).

Les organisations de producteurs (OP et OPU) qui n'auraient pas géré convenablement leurs quantités supplémentaires obtenues doivent clairement être démasquées par l'OFAG car elles portent préjudice à l'ensemble des producteurs suisses et européens (les surplus pourraient être exportés à l'aide de subventions à l'exportation). L'OFAG doit donc faire son travail de contrôle, communiquer ouvertement les résultats et mettre en place un organe de répression des fraudes efficace. Il en va de l'avenir de la production laitière en Suisse et des milliers d'exploitations et d'emplois qui y sont liés.

Le marché du fromage est également sous pression, n'en déplaise à Madame Leuthard qui ne cesse de prendre cet exemple pour défendre les bienfaits du libre-échange agricoles. Le marché suisse n'est pas extensible et les marchés d'exportation du fromage ne se développent pas aussi bien que celui des importations. Jamais la Suisse n'a importé autant de fromage qu'actuellement. Ces importations sont autant de produits laitiers qui arrivent sur le marché suisse et qui participent à l'engorgement.

Pour alléger le marché national, 14 millions. de Frs pourraient être débloqués par la Confédération. Pour Uniterre, ces mesures « pompiers » ne sauraient être une manière pour l'OFAG de se dédouaner de ses responsabilités de contrôle. Cette aide doit être utilisée pour des actions sur le marché suisse et profiter aux producteurs et aux consommateurs suisses. Cet argent devrait également être utilisé pour inciter les producteurs à ne pas produire les quantités qui ne peuvent s'écouler sur des marchés rémunérateurs. Dans tous les cas, ces 14 millions. ne doivent être utilisés pour des subventions à l'exportation. Les producteurs suisses refusent de casser les prix de leurs collègues producteurs d'Europe ou d'ailleurs !

Dans ce contexte il est urgent que les producteurs de lait suisse adaptent la production au prix offert par le marché et non l'inverse, quitte à baisser la production et ne plus couler ces quantités supplémentaires. Pour les producteurs d'Uniterre et de l'European Milk Board (EMB), produire en dessous des coûts de production n'est pas viable et va à l'encontre du principe de souveraineté alimentaire. Selon les dernières études officielles, produire un litre de lait en Suisse coûte plus d'1 Fr/litre. Nous estimons que dans un pays où le pouvoir d'achat est parmi les plus élevés au monde, il doit être possible de rémunérer correctement les producteurs. Economiser et mettre en péril un bien aussi vital qu'une production alimentaire saine, de proximité et respectueuse des hommes et des animaux pourrait s'avérer être une bien mauvaise opération pour voir l'avenir avec sérénité.

Ce rassemblement organisé par Uniterre est soutenu par

- Agora et les Chambres d'agriculture de Suisse romande, <http://www.agora-romandie.ch>
- BIG-M <http://www.milchstreik.ch>
- BZS <http://www.nbks.ch>
- Agrifutura (TI) <http://www.agrifutura.ch>

Contacts presse :

(FR) Pierre-André Tombez, Président d'Uniterre +41796345487, pa.tombez@uniterre.ch

(FR) Nicolas Bezençon, secrétaire Uniterre +41216017467, n.bezencon@uniterre.ch

(Deutsch) Rudi Berli, secrétaire Uniterre +41787077883 r.berli@uniterre.ch